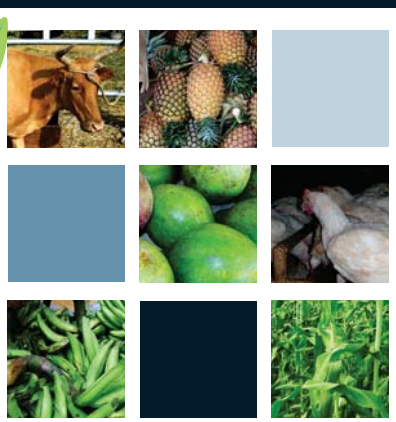
BIMESTRIEL DE LA REPRÉSENTATION DE LA FAO AU CAMEROUN

FAO INFO



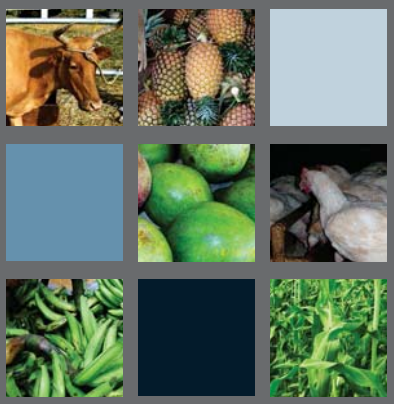
N°05
Sept - Oct
2013

Représentation de la FAO au Cameroun
335, rue 1810 Bastos, BP 281 Yaoundé
Tél. (+237) 22 21 12 42 / 77 48 60 09,
Fax (+237) 22 20 48 11
Email: FAO-CM@fao.org

www.fao.org

Sommaire

Editorial P2
Codex Alimentarus P3
Allocution du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural P4
Appui à la promotion de Jardins Scolaires dans la Grand Nord P7
Projet d'appui à l'information phytosanitaire P8
3ème Congrès Africain sur le Riz P10
Atelier sur le développement de l'aquaculture P11
Elevage de poisson en cage P12
Projet MRV P14
TeleFood P16



Equipe de rédaction:

N° 05 Septembre- Octobre 2013

Directeur de publication

Maï Moussa Abari

Rédacteur en Chef

Abdourahman Zourmba

Comité de Rédaction

Ndikumagenge Cleto

Njouokou Salifou

Chapwouo Landry

Fokou Joseph

Véronique Francine Banga

Contact:

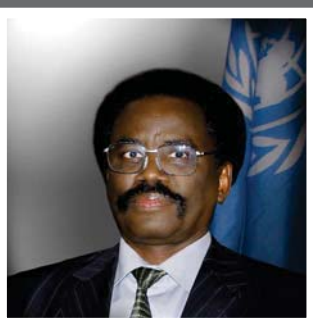
FAO-CM@fao.org

Tél.: (00237) 22 21 12 42

Cel.: (00237) 77 48 60 09

Web: www.fao.org

Editorial



Par M. Maï Moussa Abari
Représentant de la FAO au Cameroun

La célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation, édition 2013 organisée a Edéa dans la région du Littoral aura été l'un des événements majeurs de ce dernier bimestre. Le Ministre du Développement Rural et de l'Agriculture accompagné pour la circonstance de membres du Gouvernement et le Représentant de la FAO au Cameroun ont prononcé d'importantes allocutions centrées sur le thème de cette Journée a savoir ***« Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition »*** .

Divers ateliers régionaux et nationaux ayant couvert les principaux domaines d'intervention de la FAO ont été également organisés au cours de cette période qu'il s'agisse notamment du troisième Congres de African Rice rehaussé de la présence de l'Assistant du Directeur General en charge de l'Agriculture , de l'atelier sur le développement de l'aquaculture au Cameroun .Des missions d'appui du Siège et du Bureau Sous-Régional pour l'Afrique Centrale a certaines initiatives majeures comme la formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), la mise en place d'un portail phytosanitaire sur le site du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ont également constitué font également partie des des activités importantes réalisées au cours de ce dernier bimestre. Enfin, il ya lieu de souligner les activités traditionnelles de suivi des projets en cours d'exécution qui ont constitué des actions non moins importantes conduites par la Représentation de la FAO au cours de ces deux derniers mois.

Bonne Lecture

Codex Alimentarius

Dans le cadre du programme de renforcement des Capacités des institutions en charge du Codex Alimentarius la FAO, a organisé par l'entremise du TCP/SFC/3402« Appui au renforcement des capacités des Comités Nationaux et Points de Contact du Codex Alimentarius, pour trois pays de la sous-région Afrique Centrale: Cameroun, Gabon, République Centrafricaine » , un programme de formation sur les travaux de la commission du Codex Alimentarius et le rôle du CNC au niveau national et international (Gabon, Cameroun, RCA). Cette formation s'est tenue à Yaoundé à l'hôtel SOMATEL et a été animé par le consultant international FAO Dr. MAHAMADOU SAKO du au 20 septembre 2013. La formation, qui a regroupé une trentaine de participants, s'est articulée principalement autour des thèmes suivants :

- *1. Présentation du Codex : importance, prise de décision et dispositions pour l'engagement et pour la participation aux travaux du Codex, mandat et organes du Codex ;*
- *2. Définition des comités prioritaires dans lesquels le pays doit s'engager ;*
- *3. Organisation du Codex : fonctionnement des comités, élaboration des normes, comprendre la documentation du Codex ;*
- *4. Liens entre le Codex et l'élaboration d'une législation nationale ;*
- *5. Relation entre Codex et OMC.*
- *6. Bases des activités Codex au niveau national : fonctions du PCC, CNC, mise au point des positions nationales ; considérations pour la constitution des délégations nationales ;*
- *7. Appui de la FAO et de l'OMS pour l'utilisation des normes Codex comme base de la réglementation nationale ; identification des activités de renforcement des capacités.*

A l'issue des trois jours de formation, l'ensemble des participants se sont réjouis des résultats obtenus et se sont déclarés mieux outillés sur le Codex, son organisation, le rôle des PCC et CNC ainsi que la prise de décision au sein du Codex.

Par CHAPWOUO Landry

JMA
Journée Mondiale de l'Alimentation
2013

ALLOCUTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL, A L'OCCASION DE LA CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Monsieur le Représentant de la Fao au Cameroun ;

Monsieur le Représentant du PAM au Cameroun ;

Monsieur le Représentant Résident du FIDA au Cameroun ;

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales ;

Monsieur le Président de la CAPEF ;

Chers agriculteurs, agricultrices, éleveurs, pisciculteurs ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs ;

C'est pour moi un réel plaisir et agréable devoir de prendre la parole cette après-midi du 17 octobre 2013, pour marquer la célébration de la 33ème édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) et le lancement de la 13ème édition du TeleFood au Cameroun, de concert avec les autres Pays membres de la FAO.

Permettez-moi avant toutes choses, de vous souhaiter, à mon nom propre, à celui de monsieur le Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, de Madame le Ministre Délégué et à celui de monsieur le Représentant de la FAO au Cameroun ; une chaleureuse et cordiale bienvenue dans ce stade de la ville d'Edéa devenu à l'occasion une place de fête.

Je voudrais en particulier exprimer la reconnaissance du Gouvernement envers la Communauté Internationale qui nous accompagne au quotidien dans notre combat contre la famine. Le message du Directeur Général de la FAO est très édifiant à cet effet et nous interpelle à davantage d'efforts pour éradiquer ce fléau qu'est la famine.

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

Pour cette 33ème édition, le thème retenu pour la JMA TELEFOOD est : « Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ». La FAO lance à l'occasion trois messages-clés expliquant comment « la santé des populations dépend des systèmes alimentaires sains » :

1. Une bonne nutrition repose sur une alimentation saine ;
2. Une alimentation saine suppose des systèmes alimentaires sains, tout autant que des moyens adaptés en termes d'éducation, de santé, d'assainissement et autres ;
3. Les systèmes alimentaires sains sont bâtis sur des politiques adaptées, des mesures d'incitation et une bonne gouvernance.

La population mondiale a plus que doublée depuis la création de la FAO en 1945, le nombre de personnes souffrant encore de la famine se chiffre à près de 842 millions dans le monde (et 97% des personnes mal nourries vivent dans les Pays en voie de Développement) selon les estimations de la FAO en 2011 – 2013. On imagine aisément l'importance des enjeux et la lutte contre la famine reste encore une préoccupation quotidienne dans nombreux pays à l'instar du Cameroun.

Dans notre pays en effet, 15% de la population sont encore exposés à la sous-alimentation. En particulier, certaines parties de notre pays demeurent vulnérables à l'insécurité alimentaire du fait de la fréquence des événements extrêmes tels que la sécheresse, les inondations et les invasions des criquets et oiseaux granivores.

Des efforts considérables doivent par conséquent se poursuivre entre autres pour augmenter les investissements dans les exploitations agricoles, densifier et réhabiliter le réseau des routes rurales et agricoles ; renforcer la maitrise de l'eau agricole, l'accès à l'eau potable, l'éducation nutritionnelle des femmes et des enfants de 0 à 59 mois et maitriser davantage la situation sanitaire, l'hygiène et l'assainissement dans les zones à risque. Tous ces éléments contribuent à la durabilité de notre système alimentaire qui est constitué des ressources naturelle (sols, eau, biodiversités), des femmes et des hommes, des institutions et des processus qui entrent en jeu dans la production, la transformation et la distribution des produits alimentaires.

Pour être qualifié de durable, un système alimentaire doit garantir le droit à l'alimentation, respecter le principe de la souveraineté alimentaire, permettre à tous, partout dans le monde, de disposer d'une alimentation saine et suffisante à un prix accessible, et veiller à ce que le prix final d'un produit reflète non seulement l'ensemble des coûts de production,

mais qu'il internalise aussi tous les coûts externes sociaux et environnementaux.

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais saluer ici le courage et la témérité de nos valeureuses populations rurales qui ont su mettre à profit les inondations de 2013 en redoublant d'efforts pour la production des céréales de saison sèche. Les récoltes ont été très bonnes dans la partie septentrionales et nous pouvons y dénombrer plusieurs communes à excédent vivrier.

J'ai également le plaisir de vous annoncer que grâce à la mise en œuvre de divers programmes centrés sur le développement de la productivité des exploitations familiales et des filières telles que le maïs, le manioc, le bananier plantain, le riz, le palmier à huile, l'aviculture, la porsciculture et l'aquaculture ; la poursuite de la supplémentation de l'alimentation des enfants en vitamine A et en sel iodé, la fortification du lait, des huiles et pâtes alimentaires ; programmes soutenues par une amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement, d'approvisionnement en eau potable, d'éducation de la jeune fille ; notre pays a atteint la cible de l'Objectif du Millénaire pour le Développement N°1 (OMD1) avant l'échéance de 2015, ce qui lui a valu un Diplôme d'Excellence attribué par le Directeur Général de la FAO lors de la 38ème session de Conférence de la FAO tenue à Rome du 15 au 22 juin 2013.

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

En dépit de cette performance, la marche est encore longue pour s'arrimer à la nouvelle initiative 'défi Faim Zéro » lancé par le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon le 21 juin 2013, dans les coulisses de la Conférence de Rio+20. Le défi Faim Zéro marque « un engagement décisif à mettre un terme à la faim, à éliminer le retard de croissance des enfants, à rendre tous les systèmes alimentaires durables, à éradiquer la pauvreté rurale et réduire les gaspillages et les pertes alimentaires ».

Pour rendre effectif cet engagement dans notre pays, nous devons tous ensembles, gouvernement dans ses différentes composantes, responsables politiques, monde des affaires, ONGS, agriculteurs, éleveurs, pisciculteurs, contribuer à renforcer les investissements dans l'agriculture, le développement rural, le travail décent, la protection sociale et l'égalité des chances. Un accent particulier doit être mis dans le financement des exploitations familiales.

S'agissant du financement, à la JMA, s'est greffée depuis 1997, une autre manifestation intitulée TELEFOOD qui est une campagne annuelle de collecte des fonds destinés au financement des micro-projets initiés par les exploitants familiales,, pour produire plus, nourrir leurs familles et l'ensemble des la communauté .

Cette année, afin de susciter une plus grande contribution du monde des affaires à TELEFFOD 2013, une réunion d'information que je présiderai personnellement se tiendra à l'Hôtel Sawa à Douala, demain vendredi, 18 octobre 2013 à 11 heures.

Placée sous le haut patronage du Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, la soirée de gala TELEFOOD 2013 sera organisée le 27 novembre 2013 et retransmise en direct à la télévision nationale. Il est important de souligner qu'au cours de cette soirée, les résultats de la collecte des fonds seront rendus publics.

Je voudrais donc lancer du haut de cette tribune, un vibrant appel à tous les camerounais, ainsi qu'à toutes nos sœurs et nos frères étrangers vivant au Cameroun et qui sont de toute volonté, à participer massivement et à contribuer financièrement eu TELEFFOD 2013, afin de démontrer une fois de plus, leur solidarité à l'endroit des personnes qui souffrent encore de la famine et de la malnutrition ; pour que nous puissions cheminer à pas rassurés vers « défi faim zéro » et garantir l'amélioration de l'état de santé et la vigueur de ces populations qui portent le développement de notre cher et beau pays.

Vive la Journée Mondiale de l'Alimentation,

Vive la coopération et la solidarité nationales et internationales

Vive le Cameroun et Son Très Illustre Chef, le Président Paul BIYA,

Je vous remercie pour votre aimable et bienveillante attention./-

JMA

Journée Mondiale de l'Alimentation

2013

Mr Maï Moussa ABARI, Représentant de la FAO au Cameroun prononçant son discours lors de la JMA.

Quelques images de la cérémonie

Appui à la Promotion des Jardins scolaires dans les Ecoles Primaires du Grand Nord

Des intrants et équipements agricoles pour les Ecoles Primaires

Du 10 au 20 septembre 2013, l'équipe du projet a effectué la première mission dans les écoles retenues par le projet. Elle avait pour objectif principal le choix des sites sur lesquels le projet devra implanter les jardins scolaires. Cette descente sur le terrain a permis de visiter les trois régions qui ont fait l'objet de l'identification des écoles bénéficiaires retenues selon les critères édictés par le document du projet. Ainsi, la mission a pu visiter en moyenne 10 écoles par région dont respectivement 11,9 et 10 dans les régions du Nord, Extrême-Nord et l'Adamaoua. Les engrais ont été définis en fonction du type de spéculation en présence et des besoins en fumure de fonds et d'entretien. Les engrais identifiés sont essentiellement des engrais composés de type NPK et l'urée.

S'agissant des semences , les choix ont porté sur les variétés d'oignon , d'oseille de guinée , de gombo, laitue et carottes toutes adaptées a la zone du projet et retenues après des tests de germination ayant attesté de leur pouvoir germinatif. s Toutes les variétés retenues sont au demeurant recommandées par les services de vulgarisation de la zone du projet.

Les écoles retenues, ont également bénéficié de kits de matériels composés des brouettes, arrosoirs, machettes, râteaux, pelles rondes, pelles pêches, pioches, toutes munies de leur manches en bois, un double décamètre, une ficelle long de 100 m.

Joseph FOKOU

ATELIER DE RESTITUTION DES RESULTATS DU PROJET *TCP/CMR/3303*

« Projet Pilote d'appui à la mise en place d'une Information Phytosanitaire sur la Protection Intégrée des Cultures dans la zone forestière du Cameroun »

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet TCP/CMR/3303 « Projet Pilote d'appui à la mise en place d'une Information Phytosanitaire sur la Protection Intégrée des Cultures dans la zone forestière du Cameroun », objet de la convention signée en date du 29 mars 2011 entre le Gouvernement du Cameroun et la Représentation FAO au Cameroun, s'est tenu au Djeuga Palace à Yaoundé le 12 septembre 2013 l'atelier de restitution des résultats dudit projet. L'objectif visé par ce projet , est le renforcement de la sécurité alimentaire des populations en général et l'amélioration de la productivité en particulier de la tomate, du manioc, du maïs et du bananier plantain à travers la lutte intégrée contre les organismes nuisibles.

Cet atelier était présidé par Monsieur ESSIMI MENYE, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural en présence de Monsieur MAÏ MOUSSA ABARI, Représentant de la FAO au Cameroun et Monsieur SAGNIA SANKUNG, fonctionnaire du Bureau Sous Régionale de la FAO pour l'Afrique Centrale basé à Libreville au Gabon.

Il avait pour objectif global, de partager avec les autres acteurs de la filière ses acquis. Spécifiquement il s'est agit de :

- *restituer les résultats de ses activités ;*
- *faire une démonstration sur les outils élaborés (base de données phytosanitaire) et partager l'information sur l'accès à cet outil et son contenu ;*
- *présenter le guide technique sur les nuisibles des 4 cultures*
- *présenter les résultats sur l'utilisation des pesticides sur les 4 cultures ;*
- *débattre sur les stratégies de pérennisation des acquis du projet.*

L'atelier a regroupé 64 participants représentant divers partenaires et acteurs des secteurs concernés à savoir : IRAD, IITA, FIDA, CPAC, CPI, INC, Université de Dschang, Université de Yaoundé I, certains projets du MINADER, etc.

.L'atelier a enregistré les communications de Madame Alice NDIKONTAR, Coordonnatrice du projet, Monsieur Jean Michel MPE, Consultant national en pesticide, Dr Maurice TINDO, Consultant national en entomologie, Dr Appolinaire TAGNE, Consultant national en phytopathologie et Monsieur Emmanuel GBAMRA AKUNDA Consultant international en base des données. La modération était assurée par Monsieur Marcel Prosper BAKAK, Sous-directeur de la Réglementation des Pesticides, Engrais et Appareils de Traitement avec comme rapporteur Monsieur Anatole TIGUI, cadre à la Sous Direction de la Réglementation des Semences et de la Quarantaine Végétale.

Dans leurs allocutions d'ouverture, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et Monsieur le Représentant de la FAO au Cameroun, ont dans l'ensemble remercié l'assistance pour avoir honoré de leur présence l'invitation qui leur a été adressée. De même, ils ont loué les efforts consentis par la coordination de ce projet et les consultants tant nationaux qu'internationaux qui ont permis d'atteindre les résultats fort appréciables et ont conclu leurs allocutions en souhaitant que ce projet soit suivi d'une phase d'extension qui va couvrir l'ensemble des zones agro-écologiques du pays.

Dans la phase restitution des acquis du projet, il a été présenté aux participants :

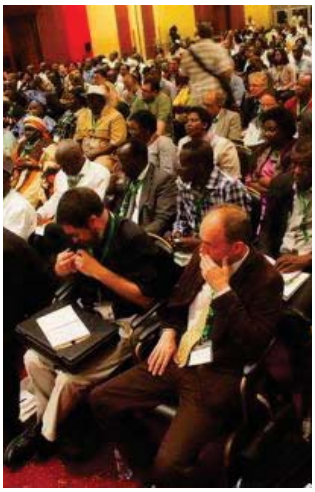
- *la base des données réalisée et surtout le portail phytosanitaire créé a cet effet avec pour adresse www.infophyto.minader.cm;*
- *les résultats de ses activités ;*
- *le guide technique sur les nuisibles ;*
- *les résultats des activités sur les pesticides*

Dans la phase des débats et compte tenu de la pertinence des résultats présentés,, les participants se sont appesantis sur les stratégies de pérennisation des acquis du projet. A cet effet il a été recommandé à la FAO et au MINADER de s'investir davantage afin qu'un programme d'envergure nationale succède a ce projet de coopération technique.

Alice NDIKONTA

Carte Phytosanitaire de la tomate

AfricaRice



Yaoundé a accueilli du 21 au 25 Octobre 2013 environ 600 experts, autorités politiques et autres professionnels de la filière dans le cadre du congre organisé par African Rice. L'objectif principal de ce congrès est d'échanger sur les meilleures stratégies pour améliorer la production, la transformation et la commercialisation du riz. Il s'inscrit dans le cadre de la 3ème Conférence du riz en Afrique, organisée par le Centre du riz pour l'Afrique, la FAO et l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) sur le thème : « La science rizicole pour la sécurité alimentaire à travers le renforcement de l'agriculture et l'agro-industrie en Afrique ». La cérémonie d'ouverture du Congres qui s'est tenu a l'hotel Hilton a été présidée par Madeleine Tchuinte, Ministre de la Recherche Scientifique et de l'innovation (MINRESI), représentant le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Une ouverture marquée par deux temps forts : les allocutions et le lancement de l'exposition des produits de la recherche sur le riz.

La cérémonie d'ouverture a également enregistré deux allocutions importantes de l'Assistant du Directeur General de la FAO chargé de l'Agriculture Mr Wang et du Président du Conseil d'Administration du Centre sur le riz pour l'Afrique qui ont tous insisté sur la nécessité pour l'Afrique de produire davantage de riz pour réduire les importations qui sont particulièrement onéreuses. En effet, en 2009, ce sont près de 10 millions de tonnes que l'Afrique a importées, pour une valeur de cinq milliards de dollars (environ 2500 milliards de Fcfa). Pour l'ADG de la FAO, Ren WANG, il faut par exemple, poursuivre la mécanisation dans la filière riz pour améliorer l'environnement socio-économique des producteurs et de mettre davantage l'accent sur l'amélioration des semences en vue d'accroitre la productivité rizicole. L'Afrique dispose d'un potentiel climatique, géographique et humain pour garantir l'autosuffisance alimentaire en riz. De l'avis de Madeleine TCHUINTE, le Cameroun a compris cette nécessité de produire plus et a entrepris plusieurs mesures pour relancer la riziculture. Il s'agit notamment de l'amélioration des infrastructures d'irrigation et routières, de la mise à disposition des intrants pour les producteurs, de la réhabilitation des structures de production telles que la Upper Nun Valley Develoment Authority (UNVDA) qui produit le riz à Ndop et la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY).

Le Congrès a fait le point des avancées de la science et de la technologie rizicole visant à améliorer les pratiques de production, de transformation et de marketing tout au long de la chaîne de valeur du riz en Afrique. Les congressistes ont eu l'occasion de discuter des innovations institutionnelles, politiques et des investissements clés requis pour accroître significativement la production, la transformation et la commercialisation du riz en Afrique subsaharienne, mais également, pour développer des chaînes de valeur rizicoles compétitives et équitables, réduire les importations et renforcer le commerce régional.

Abdourahman ZOURMBA

Atelier sur le développement de l'aquaculture au Cameroun

L'atelier sur le développement de l'aquaculture au Cameroun organisé conjointement par la FAO et le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales s'est tenu dans la salle de conférence de l'hotel Djeuga du 23 au 27 Septembre 2013. Les objectifs de cet atelier qui s'inscrivent en droite ligne des recommandations du Comité des Pêches (COFI) sont notamment l'examen des contraintes au développement de l'aquaculture au Cameroun, l'analyse des besoins du secteur, les ressources disponibles ainsi que les écarts par rapport aux besoins. Le résultat escompté de cet atelier est la formulation de notes conceptuelles de projet qui puissent se transformer en projets a soumettre aux bailleurs pour financement. Cet atelier est d'autant plus important que le Cameroun est importateur net de poissons en dépit du fort potentiel en eau dont il regorge. En effet le pays importe entre 120 et 140 milliards de FCFA par an, selon les chiffres du ministère de l'Élevage, des pêches et des industries animales (Minepia). Des chiffres en augmentation de 30 milliards de F CFA en 2011, par rapport à 2010. L'objectif des pouvoirs publics et des partenaires au développement impliqués dans le développement du secteur tels que le gouvernement du Japon et l'Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour ne citer que ceux-là est de limiter la dépendance du pays en terme d'importation du poisson et de renforcer l'offre. Comme l'a rappelé si bien, Dr Taiga Ministre de l'Elevage, des Industries Animales et des Pêches lors de la cérémonie d'ouverture de cet atelier, «L'aquaculture jouera un rôle important pour réduire et assurer notre auto-suffisance alimentaire, réduire aussi le déficit de notre balance commerciale». Et pour cause, «parmi les denrées alimentaires importées au Cameroun, figure en bonne place le poisson. L'objectif du gouvernement est donc d'inverser cette tendance en ce qui concerne les produits halieutiques car, l'offre est largement inférieure à la demande», a conclu le Ministre.

En effet, les statistiques disponibles au Minepia font état de ce qu'en 2011, le pays a importé près de 200 000 tonnes de poissons et autres produits de la pêche, afin de combler le déficit de la production nationale. Celle-ci est estimée à seulement 180 000 tonnes par an, pour une demande annuelle qui est de 400 000 tonnes. Elle est répartie ainsi qu'il suit: l'aquaculture produit 1 000 tonnes de poissons; la pêche industrielle 8 000 tonnes; 93 000 tonnes sont issues de la pêche artisanale maritime et 75 000 tonnes viennent de la pêche continentale.

L'objectif du Minepia est de porter la production nationale de 180 000 aujourd'hui à 250 000 tonnes par an à l'horizon 2018. Notons enfin que la FAO est entrain de conduire a la demande du Gouvernement un programme pilote d'élevage en cage de poissons aux fins de l'étendre a grande échelle dans une prochaine étape aux fins de contribuer a l'amélioration de l'offre en poissons dans le pays.

Abdourahman ZOURMBA

Les premières cages flottantes sur trois plans d'eau du Cameroun

Le Cameroun dispose d'énormes potentialités pour le développement de plusieurs systèmes d'élevage des poissons. Cependant, la pisciculture en étang y est le système le plus pratiqué et dont la production ne permet pas de réduire significativement les importations massives de poissons qui constituent d'énormes pertes en devise pour le pays. Conscient de cette situation, le développement de l'élevage des poissons en cage dans les plans d'eaux continentales s'avère nécessaire. Mais avant de s'y lancer, une étude en amont permettrait de voir les atouts et les inconvénients de ce système l'élevage des poissons au Cameroun. C'est ainsi que suite à une requête du gouvernement camerounais auprès de la FAO, une étude sur l'élevage des poissons en cages dans les plans d'eaux continentales du Cameroun a été mise sur pieds. L'objectif général de cette étude, est d'améliorer les conditions économiques et nutritionnelles des Camerounais par l'introduction d'un nouveau système d'aquaculture – l'élevage des poissons en cage. Plus spécifiquement, il s'agit de réaliser une étude de faisabilité pour le développement de l'élevage des poissons en cage dans les plans d'eaux continentales du Cameroun en contribuant au développement de ce système d'élevage comme une composante productrice et rémunératrice du programme de l'aquaculture nationale. La réalisation de cette étude s'est faite en d'eaux étapes :

Choix les plans d'eau pour l'installation des premières cages

Collecte du matériel pour la construction des cages

Montage des cages, installation et empoissonnement

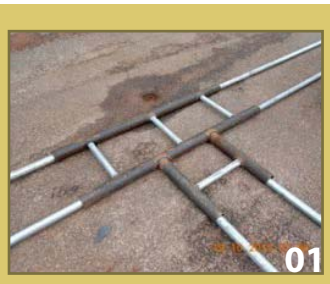
Les descentes sur le terrain ont été effectuées pour la visite du fleuve Sanaga, de la Dibamba, du lac Douloumi et du barrage hydroélectrique de Lagdo et le Nyong. A l'issue des visites et étude des plans d'eau, le fleuve Sanaga et le barrage hydroélectrique de Lagdo et le Nyong ont été retenus comme plans d'eau favorables pour l'élevage des poissons en cage. La Dibamba n'a pas été retenue à cause de ses eaux fortement salées et de la migration de certaines espèces marines dans ce plan d'eau (dauphins, requins……..) à certaines périodes de l'année. Le lac Douloumi a été déclassé à cause de sa profondeur très faible (moins d'un mètre) et également à cause de la très forte variation du niveau des eaux dans l'année.

Construction, installation et mise en charge des cages

Pendant cette phase, trois cadres des six cages ont été soudés et les filets des cages d'un site coupés puis montés (photo 1 et 2). Les dimensions des cadres des cages ont été de 5 X 5 m et 4 X 4m. Comme le nombre de cages par site a été réduit à deux au lieu de trois comme initialement prévu, un cadre de deux compartiments de 5X5 m et deux cadres de deux compartiments 4X4m chacun ont été soudés. Les filets des cages ont été coupés suivant les dimensions des cadres et les chutes ou profondeurs adoptées pour les cages ont été de 4,25m et 2,25m. Ainsi, 6 cages au total ont été montées dont deux de dimension 5 X 5 X 4,25 m et quatre de dimension 4 X 4 X 2,25 m. Ces cages correspondent respectivement aux volumes de 106,25m3 et 36m3 pour des volumes immergés de 100 et 32 m3 car la cage n'est pas immergée sur une hauteur de 0,25m

Installation et la mise en charge des cages dans les trois sites pilotes

Les cadres des cages ont été soudés loin des sites pilotes puis transportés par voiture sur les lieux avec les flotteurs. Les



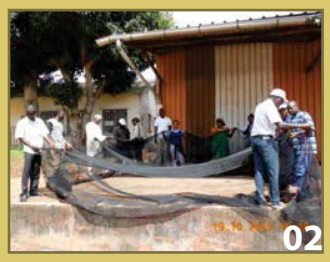


Photo 1 : Soudure cadre des cages
Photo 2 : Coupure de filet et montage
Photo 3 : Assemblage cadre et pose des flotteurs
Photo 4: Habillage des cadres aux cages
Photo 5 : cage complète prête à l'installation
Photo 6 : Transport de la cage dans l'eau
Photo 7 : Tirage de la cage au site d'installation

cages complètes y ont été montées en assemblant toutes les parties : cadre, cage et flotteurs (photo 3, 4 et 5).

1-Installation de la cage sur le Nyong et mise en charge

Avant l'installation sur la Nyong, le travail a commencé par l'analyse des paramètres physico-chimiques, puis localiser l'emplacement où doit se situer la cage car ce travail n'avait pas été fait lors de la première mission du consultant international. Après ce travail, la cage a été complètement montée puis posée dans l'eau (Photo 6 et 7). Les deux cages installées sur le Nyong ont été les plus grandes : 5 X 5 X 4,25m soit en volume immergé 100m3 pour chacune des cages (avec une hauteur de la cage hors de l'eau de 25 cm).

La mise en charge des cages a été effectuée avec les alevins d'Orechromis niloticus d'un poids moyen de 17g (photo 8). . Après ces deux mises en charge, 4000 alevins au total ont été stockés dans chaque cage

NJOUOKOU Salifou

Projet « Systèmes de Surveillance et de MNV Nationaux avec une approche Régionale » :

Quand renforcement des capacités des partenaires clés rime avec le partage des leçons apprises avec les média et les décideurs

Les capacités des consultants nationaux du Projet et des membres des coordinations nationales REDD renforcées

Réunis à Yaoundé du 8 au 10 octobre 2013, les 10 consultants nationaux du Projet et des représentants de la coordination REDD dans les 10 pays de l'espace COMIFAC ont bénéficié d'une formation qui leur permettra de mieux contribuer à la mise en œuvre effective du Projet. L'objectif global dudit atelier régional de formation était de fournir aux bénéficiaires les connaissances nécessaires pour leur permettre d'être plus efficaces dans la réalisation des activités et l'atteinte des objectifs du projet.. Plus spécifiquement, il s'agissait d'aider les bénéficiaires à acquérir plus de connaissances et de compétences sur les principaux aspects techniques liés au projet MNV, le plaidoyer pour mieux communiquer les produits du Projet avec les décideurs, la maîtrise sur l'organisation des ateliers et des réunions et des opérations et procédures administratives.

A l'issue de 3 jours de formation, les participants ont effectivement acquis :

- Une bonne maitrise des techniques d'organisation et de réunions et d'ateliers et de réunions ;
- Des capacités d'influencer et d'intéresser les partenaires et les donateurs à travers le plaidoyer ;
- Une meilleure compréhension des enjeux liés à la REDD+ dans les négociations internationales ;
- Une maitrise des piliers du système de Mesure, notification et vérification

(MNV) que sont les Inventaires forestiers, le système de

surveillance des Terres par satellite et les Inventaire des gaz à effet de serre ; et une meilleure internalisation des enjeux de la communication efficace et efficiente du Projet. Après la formation, une session d'échanges avec les média et les décideurs a été organisée pour partager les leçons apprises

Les décideurs et les média plus informés sur le niveau d'avancement du Projet et les enjeux de la REDD

Organisée par le Représentant de la FAO au Cameroun le 10 octobre 2013 dans l'après-midi à la suite de l'atelier de formation. La session d'échanges avec les média était une opportunité de renforcer les échanges entre les média, le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement du Cameroun, la Commission des forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la FAO.. Présidée par le Ministre, la séance d'échanges a permis tour à tour de faire l'état de la mise en œuvre des plans d'action dans chaque pays, les contraintes majeures et les perspectives. Ces présentations ont mis en exergue le fait que le Projet a déjà la vitesse de croisière dans la quasi-totalité des pays (neuf pays sur dix) et qu'il conviendrait de poursuivre le suivi et de renforcer la communication. La série de questions réponses a permis de relever 6 points importants

- Etat de santé des forêts : Nécessité de travailler sur un plan d'action de Bali depuis 2007 dans lequel le renforcement des capacités et le transfert des technologies sont des défis permanents auxquels les pays font face
- Problèmes de compétences et de renforcement des capacités dans la sous-région : Le Ministre a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre le plan d'action de Bali tout en insistant sur le fait que les questions de formation, de finance et de transfert des technologies sont évoquées dans les Mécanismes de développement propres (MDP)
- Nécessité d'insister sur la définition de la forêt tout en tenant compte des aspects anthropologiques pour une meilleure compréhension de la forêt. En effet, les problèmes des forêts sont très complexes et doivent tenir compte des aspects sociaux ;
- Perception de la COMIFAC sur l'état d'avancement du Projet MNV: selon le Directeur Administratif et financier représentant de la COMIFAC, la mission d'évaluation a apprécié l'état d'avancement du Projet dont les résultats ont été évalués à 80%.
- Fonctionnement actuel du marché » du Carbone.

Le marché du Carbone ne marche pas bien car les pays n'ont pas d'informations précises sur ce marché et les efforts consentis pour la conservation de nos forêts ne sont pas suffisamment récompensés. La vision européenne du marché du Carbone ne correspond aux besoins des pays tropicaux qui doivent se développer

- Faible implication des média et mesures prises pour améliorer cela. Il a été constaté seul le Rwanda a insisté sur l'implication explicite des média dans son plan d'action l'implication des média. La FAO a confirmé que les efforts d'impliquer les média seront poursuivis et a reconnu qu'à travers une telle séance d'échanges, l'implication des média sera améliorée.

Les participants ont souhaité que telles séances soient organisées de façon régulière.

NDIKUMAGENGE Cleto

Une journée de travail au coeur d'un projet TELEFOOD

Les projets Telefood contribuent efficacement au relèvement du niveau de vie des populations bénéficiaires qui sont pour la plupart de petits producteurs. Il est important de rappeler que la FAO par son programme Telefood va à la recherche de la manifestation concrète de la solidarité nationale pour la lutte contre la faim à travers les projets TeleFood.

En images

Monsieur ESSIMI MENYE, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, présente la fiche de souscription aux Médias pour une large sensibilisation à TELEFOOD édition 2013.

Un Groupe de femmes en association bénéficiaires des projets TeleFood, elles ont bénéficiés d'un appui du projet sur les pondeuses

Magasin construit par le projet TeleFood. Elevage des pondeuses et intrants pour démarrage et finition. Quelques bénéficiaires recevant les conseils du, superviseur du projet.